

Faits divers

Littoral Picard

Vents et forte marée du week-end du 13 février

Inquiétude à Mers importants dégâts à Ault et Cayeux sous surveillance

La mise en alerte de la Côte Picarde décidée le week-end dernier par le Sous-Préfet Patrick Hélot fut loin d'être un simple exercice : la vigilance était vraiment de mise à Mers-les-Bains des vagues de 4 mètres de haut montant du pied de falaise jusqu'au bord-point de la rue Bail, à Ault le perré se voyait fracassé par la mer et totalement effondré, de fait sur près de 50 mètres tandis qu'à Cayeux la protection entre le sud de la commune et le nord devient caennaise. Le Centre de traitement d'alerte des sapeurs-pompiers d'Amiens, avisant le Sous-Préfet de permanence des risques portés par le cumul d'un fort coefficient de marée, 108 sur Ault et Cayeux avec des vents en rafales jusqu'à 100 km/heure, le Sous-Préfet de Montdidier décidait de déclencher une alerte auprès des SPI de la côte et opérait une visite d'inspection dimanche en fin d'après-midi. "Simple mesure de vigilance des l'insult au l'état-major des sapeurs-pompiers d'Amiens m'avise qu'une conjonction haut coefficient de marée et fortes rafales de vent, porte un réel risque aux personnes, il est dans ma responsabilité d'alerter le chef d'intervenants du littoral. Que je veuille ensuite mesurer sur place le niveau des dégâts participe d'une autre démarche, mais lorsque je vois la brèche infligée dans la digue à Ault, les blocs de béton déplacés ou les galets charriés sur Cayeux, j'estime que c'était nécessaire", commente le Sous-Préfet.

Des vagues de 4 m au pied des falaises de Mers

Toutefois, l'effacement en bout d'esplanade côté le littoral, a permis l'efficacité des travaux entrepris pour la première tranche et nous n'avons rien à déplorer, mais alors que la deuxième va s'achever, cette tempête nous l'urgence de la mise au point de la troisième tranche, postement côté falaise et que nous avions du retarder, les nouveaux aménagements demandés par les administrations nécessitant de retard de nouveaux financements que le Syndicat et les communes seuls ne peuvent assumer. Les constats de ce week-end situent l'urgence de la mise au point de cette troisième tranche et la nécessité de travailler avec l'Etat.", explique Ch.



La digue-promenade d'Ault a été fracassée par la tempête

istian. Homme président du Syndicat mixte de défense contre la mer, le Tréport et premier adjoint au maire de Mers-les-Bains, qui conclut : "lorsque nous constatons cette violence de la mer, nous ne sommes plus en protection du pied de falaise, mais nous parlons de protection des personnes et des biens. Déjà lors de la tempête du 17 décembre nous avions eu en milieu d'Esplanade, un roulement des eaux de mer". La crainte soulève par cette nouvelle tempête persiste sans nul doute sur la réunion prévue le 1er mars en Préfecture d'Amiens sur ce dossier de Défense contre la mer au littoral de Mers, sous réserve du plan de financement le calendrier d'engagement des travaux de la 3^e tranche pourra être accéléré.

Effondrement de la digue d'Ault

"Ce vendredi 18 février le Conseil municipal devait débattre des travaux de mise en

secrétariat du perré d'Orival, suite aux expertises de la DDE, une enveloppe de 60.000 euros s'avèrera nécessaire pour couvrir les dégâts accrus par la tempête du 17 décembre", explique le maire Jean-Yves Carchois. Un double premier effondrement autant de au non enrochement de cette partie qu'à l'absence d'entretien depuis les origines. Ici, l'hypothèse était alors préconisée par la DDE : boucher les crevasses et restaurer la partie promenade. 400.000 euros restaurer la partie, assurer l'enrochement de renforcement (en fait à l'aval) et restaurer la partie promenade. 1700.000 euros. La première et moins onéreuse solution 140.000 euros avait été retenue en bureau municipal. Une solution maintenant totalement dépassée, car avec les nouveaux dégâts causés par la tempête de ce week-end, ce sont quelques 100 mètres de digue qui sont maintenant à restaurer avec ou sans promenade. Auxquels s'ajoutent les 3 épis de

protection en concession du SMACOP, qui devaient remplacer en 2005 l'existant, du moins ce qui en reste. Un ensemble de travaux épis et réparation de la digue qui faudrait concomitants pour en limiter coûts et nuisances. Sait que la municipalité d'Ault souhaite, après accord des autorités, faire engager les travaux dans les plus brefs délais, une nouvelle tempête serait de conséquence désastreuse et les lieux ne peuvent rester en l'état à l'approche de la saison touristique, mais dans le même temps le programme d'implantation des épis ne semble pas engagé.

Les galets de Cayeux

"Il n'y a pas lieu de s'alarmer, explique Yves Massot, adjoint à la mairie de Cayeux chargé du dossier de protection contre la mer, nous sommes capables d'assurer la sécurité de la commune, mais il n'empêche que l'implantation des épis à partir du sud de Cayeux devient une



véritable urgence". Urgence qui pourrait se solder dès cette année 2005, la définition des ouvrages et du nombre d'épis à implanter étant en cours, l'étude d'impact pouvant ensuite être présentée à la population dès la fin du deuxième semestre 2005. L'implantation d'épis significative, ce sont 120.000 tonnes de chargement en galets qui sont nécessaires pour un coût annuel de 400.000 euros. L'implantation de ces épis sur Cayeux sud permettrait de réduire à 30.000 tonnes ce chargement annuel, avec un autre impact non négligeable. "Le Houdet jusqu'au nord de Cayeux devenant totalement protégé, il faut maintenant rendre compatibles, défensive contre la mer, l'activité, pêche et extraction des galets".

Puisque que les trois communes, chacune dans leur spécialité, interviennent de la même manière sur le coût supportable d'un chantier de défense contre la mer et sur le maintien de la tranquillité communale qui donne au littoral la responsabilité de gestion et protection de son trait de côte, alors que ce domaine semble regaler par excellence



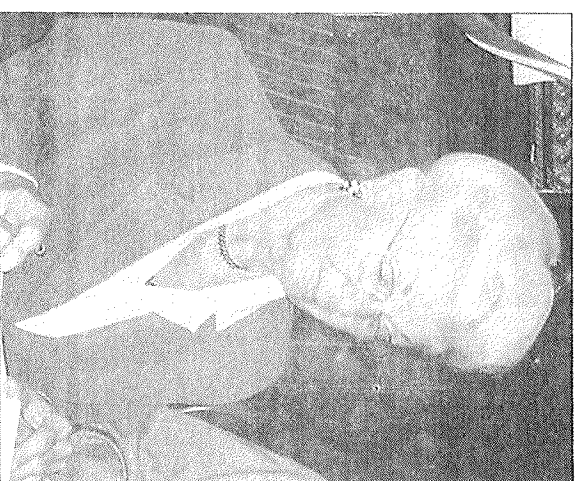
PONTHIEU-BAIE DE SOMME

CAYEUX-SUR-MER

Le retard pesant de la défense contre la mer Projets flous pour élue « discrète »



Cécile Defacque, (au premier plan sur la droite) souhaite voir le renforcement du cordon de la digue de galets.



« Les membres du conseil municipal m'ont appris à me freiner afin de ne pas trop en dire », avoue Yvonne Perruchot.

Pour la dixième année consécutive, Cécile Defacque, premier adjoint, a présenté ses vœux à Yvonne Perruchot, le maire, au nom de l'ensemble du conseil municipal. À cette occasion, il n'a pas manqué de rappeler les actions réalisées au sein de la commune, au cours de l'année 2004, mais aussi un des projets qui est en panne depuis plusieurs années : la défense contre les assauts de la mer.

« Pour notre commune en particulier, un projet de défense contre la mer a été élaboré et les travaux devraient s'échelonner sur plusieurs années », a expliqué Cécile Defacque, en ajoutant « mais, face au dé-

gât de la manière des vœux, nous craignons que le retard apporté à la réalisation de ce plan de défense depuis plusieurs années nous soit préjudiciable pour la protection de notre littoral ».

« Il y va de la sécurité de 5 000 à 6 000 personnes »

Un dossier que l'élue connaît très bien, puisqu'il suit lui-même les travaux depuis plusieurs décennies qu'il est élu à Cayeux-sur-Mer.

D'autant qu'il a également été pendant de nombreuses années, le président du Syndicat des bas-champs. Ce sentiment sur l'importance des

travaux de défense contre la mer est largement partagé par Nicolas Lotin, conseiller général (CPT) du canton de Saint-Waast-sur-Somme : « Il y a des priorités, comme la protection du front de mer. On a vécu des inondations dans la Somme et on sait que depuis 1990, la mer est présente contre la digue. On a vu aussi ce qui a donné en Asie, la défense contre la mer est importante pour Cayeux-sur-Mer et ses alentours. C'est un dossier urgent. Il y va de la sécurité de 5 000 à 6 000 personnes », a conclu le conseiller général avant de partager le verre de l'amitié avec l'assemblée municipale et une nombreuse assistance.

De notre correspondant MICHEL DUBOIS

« Je suis toujours impatient de vous faire partager nos activités et projets », a répondu Yvonne Perruchot, le maire, lors de la cérémonie des vœux orchestrée par son premier adjoint, fidèle à son habitude.

Le premier magistrat de la ville est resté dans le bon. Préférant soigneusement garder la primauté de ses annonces pour le bulletin communal.

« Je resterai discrète sur les projets et travaux à venir. Les membres du conseil municipal m'ont appris à me freiner afin de ne pas trop en dire.

Sachez que nous tiendrons les prochains que nous avons initiés et projets aboutiront ».

Un souhait d'aménagement et de changement de la ville qui est sûrement partagé par une majorité de Cayolais qui vivent à l'année dans la saison climatique. Auxquels il faut rajouter les milliers de baigneurs qui viennent à Cayeux pour des week-ends ou des vacances. N'ayant pas les dossiers ou informations en mains sur les multiples projets (publics ou privés), qui doivent aboutir, ils ont beaucoup de mal à suivre !

CAYEUX-SUR-MER • POUR LA NOUVELLE ANNÉE

La défense contre la mer est prioritaire

Comme il est de tradition, le premier adjoint au maire, Gérard Defacque, et au nom de l'ensemble du Conseil municipal, a présenté ses vœux au premier magistrat de la commune, Yvonne Perruchot. "C'est la 10ème année que j'ai l'honneur et le plaisir de présenter les vœux de bonheur et de santé".

A cette occasion, Gérard Defacque ne manqua pas de rappeler les actions réalisées au sein de la commune et d'évoquer un des projets comme la défense contre la mer. "Pour notre commune, en particulier, un projet de défense contre la mer a été élaboré et les travaux devraient s'échelonner sur plusieurs années. Mais face au danger de la montée des eaux, nous craignons que le retard apporté à la réalisation de ce plan de défense soit préjudiciable pour la protection de notre littoral".

Quant au maire, Yvonne Perruchot, elle restera discrète sur les projets et travaux à venir. "Je suis toujours impatiente de vous faire partager nos activités et projets, mais le conseil m'a appris à me freiner afin de ne pas trop en dire. Sachez que



Une cérémonie des vœux avant celle organisée pour les bénévoles de la bibliothèque et à tous les habitants, la semaine prochaine.

nous tiendrons les promesses que nous avons faites. Nos projets aboutiront". A noter que le maire a annoncé le maintien d'une partie du chemin des planches, environ 400 mètres, tout au long de l'année, "afin de faire plaisir aux uns et aux autres".

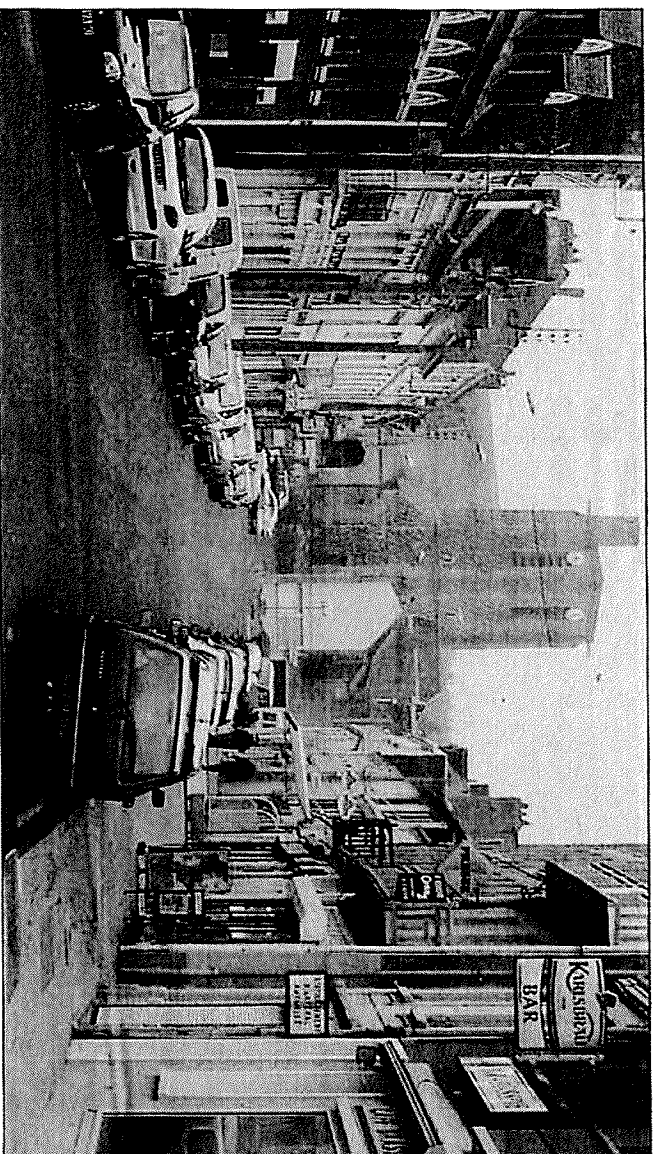
Nicolas Lotin, conseiller général du canton qui était invité aux vœux du conseil an-

nonça quelques projets qui vont sortir des dossiers, à savoir, outre l'augmentation des taxes pour les habitants de 7 points soit 15 euros par habitants, la construction de la nouvelle caserne des pompiers du CPI cayolais fin 2005, et la défense contre la mer. "Il y a des priorités comme la protection du front de mer. On a vécu des inondations dans la Somme

et on sait que depuis 1990, la mer est passée outre la digue. On a vu aussi ce que cela a donné en Asie. La défense contre la mer est importante pour Cayeux et c'est un dossier urgent" a conclu le conseiller général avant de partager le verre de l'amitié pour la nouvelle année avec le conseil et l'assistance venue nombreuse.

Le trait de côte préoccupe les commerçants

La sauvegarde du trait de côte a été au cœur du débat lors de l'assemblée générale du « Phare », ce jeudi soir en mairie. Source de revenus touristiques, il est préservé en d'autres endroits. Mais ici les moyens ne suivent pas...



L'association tient à préserver la circulation à double sens pour aller de la Grande Rue à Onival

Notre rôle est de défendre les intérêts des artisans, commerçants et professions libérales d'Ault, d'Onival et du Bois de Cise. Et, aujourd'hui, être commerçant de proximité n'est pas une mince affaire. C'est même un véritable sacerdoce », a discoursé Yves Boinet, le président de l'association « Le Phare ». Et la mer avait, selon les participants, des reflets d'argent

bien changeants. Selon la municipalité sa défense coûte cher.

« La remise en état sommaire du trou provoqué par la dernière tempête de décembre, dans la digue promise d'Onival, nous coûtera 50 000 euros. Ce sont les seuls investissements que nous pouvons nous permettre cette année sans avoir à augmenter les impôts locaux », a argumenté Jean-Yves Cauchois, maire de

la commune.

Les vues touristiques ont, elles, été soutenues par les représentants de l'association.

« Les points clés sont d'entretenir la digue promenade et la casquette et de terminer la centaine de mètres entre Onival et Ault. Il faut maintenant aussi le circuit automobile rue de Saint-Valéry », a déclaré Yves Boinet. Bien sûr, à nouveau, le projet de



« Le Phare » lance le débat sur l'aménagement du trait de côte.

port en eau profonde fut aussi évoqué. « Les optimistes que nous sommes se permettent encore de rêver », a parodié le responsable du « Phare ».

« À Mers comme à Cayeux-sur-Mer, on met tout en œuvre pour maintenir le trait de côte. À Ault, non ! Il s'agit d'une véritable ségrégation d'origine politique. C'est scandaleux », s'est écrié Michel Debray, dirigeant de l'office de tourisme local. Ces propositions étaient lancées à l'intention du Syndicat mixte d'aménagement de la côte picarde (Smacopi).

« On laisse tomber Ault et on se

retrouvera tous à Friaucourt », ironisait à son tour Michel Miny, vice-président de l'association.

L'association continue donc d'être tournée vers la sauvegarde du trait de côte. Commercialement parlant, bien aménagé, c'est une source de revenus touristiques. La mer est aussi cause de biens des tourments municipaux. Mais, finalement, le devenir du rivage aultois se décidera sans doute bien plus loin que son phare.

De notre correspondant
CHRISTIAN DUFOUR

La tempête dans la région

Importants dégâts à Ault et au Bois de Cise

Les sapeurs-pompiers de Ault sous le commandement du lieutenant Fautrelle auront fait 55 interventions depuis vendredi 17 décembre 14 h 30, une garde de 15 pompiers était mobilisée en permanence qui interviendra par équipes de 3 hommes ou plus selon la nature du sinistre, pour des bûches de toitures, réajuster les ardoises et tuiles dangereuses, éliminer celles menaçant de chute, procéder à la mise en sécurité d'habitants ainsi que pour circonscrire un feu de cheminée vraisemblablement provoqué et dynamisé par les bourrasques de vent dans la rue des Fontaines Benites à Ault. L'ancien Casino n'aura que quelques idées disjointes et une quinzeaine de panneaux de signalisation seront arrachés sur la commune : rue Ernest Jamart deux loitures seront effondrées ainsi qu'une rue de Paris et une autre au Bois de Cise et la ville sera sans électricité vendredi jusqu'à 19 h 30.

Les communes voisines restent elles aussi sans électricité jusqu'au vendredi soir... Sauf celles bénéficiant d'un entoulement de réseau qui n'auront pas eu de coupure. A Belmécourt 12 pompiers sous la responsabilité de Stéphane Monard seront en service 24 heures avec gardes de nuit ainsi qu'à Ours-Wanest qui mettra en alerte jusqu'à 7 pompiers commandés par Sylvain Hurelle, tous mobilisés pour des mises en sécurité de câbles électriques devenus dangereux, ardoises, tuiles ou volets arrachés, verandas envolées et autres bûches.

Ault rue de Paris

Madame Agnès-Marie. Le Canu se verra prêter par la municipalité une salle inutilisée pour stocker ses meubles et autres objets à protéger tandis qu'elle-même et sa fille Wyniam

seront momentanément relogés au Manoir par la commune et son époux Auguste, très malade, hospitalisé à Eu : sa maison de la rue de Paris à Ault a été totalement décapitée, les pignons arrachés par la tempête de vendredi 17 à 14 h 30, une maison qui pourtant affrontait les coups de vent depuis 1935. "A 14 h 20 le vent emportait les objets sur la terrasse, les ratées étaient trop fortes, alors je suis rentrée : le temps de monter l'escalier j'ai entendu des craquements puis les murs ont bougé et ce fut un grand bruit, quelques marches après j'étais à la porte du grenier et je constatais qu'il n'y avait plus de toit" explique Agnès-Marie. Le Canu. En s'arrachant la toiture qui va s'écraser sur un parking à quelques mètres, emporte fils téléphoniques et électriques : sur ce secteur l'électricité ne sera fiable que le samedi matin à 9 h au lieu de 19 h 30 le vendredi pour le reste de la commune et aujourd'hui le téléphone n'est toujours pas remis en service sur certains points.

La digue d'Onival

Au bas d'Onival, la digue n'a pas davantage résisté aux bourrasques de la tempête : sur presque trente mètres, le béton a littéralement explosé, coupant la promenade et laissant un large trou béant et dangereux. Des travaux de rénovation et d'entretien devaient être entrepris début janvier par le SMACOP pour consolider cette partie.

Au Bois de Cise

Pas très loin des "Hublots", la maison date d'après-guerre, le toit a été réalt il y a trois ans et voilà à peine 8 jours que l'interieur était repeint et tapissé, planchers changés et plafonds à l'avenant : cela se vérifie. A 15h vendredi explique une voi-

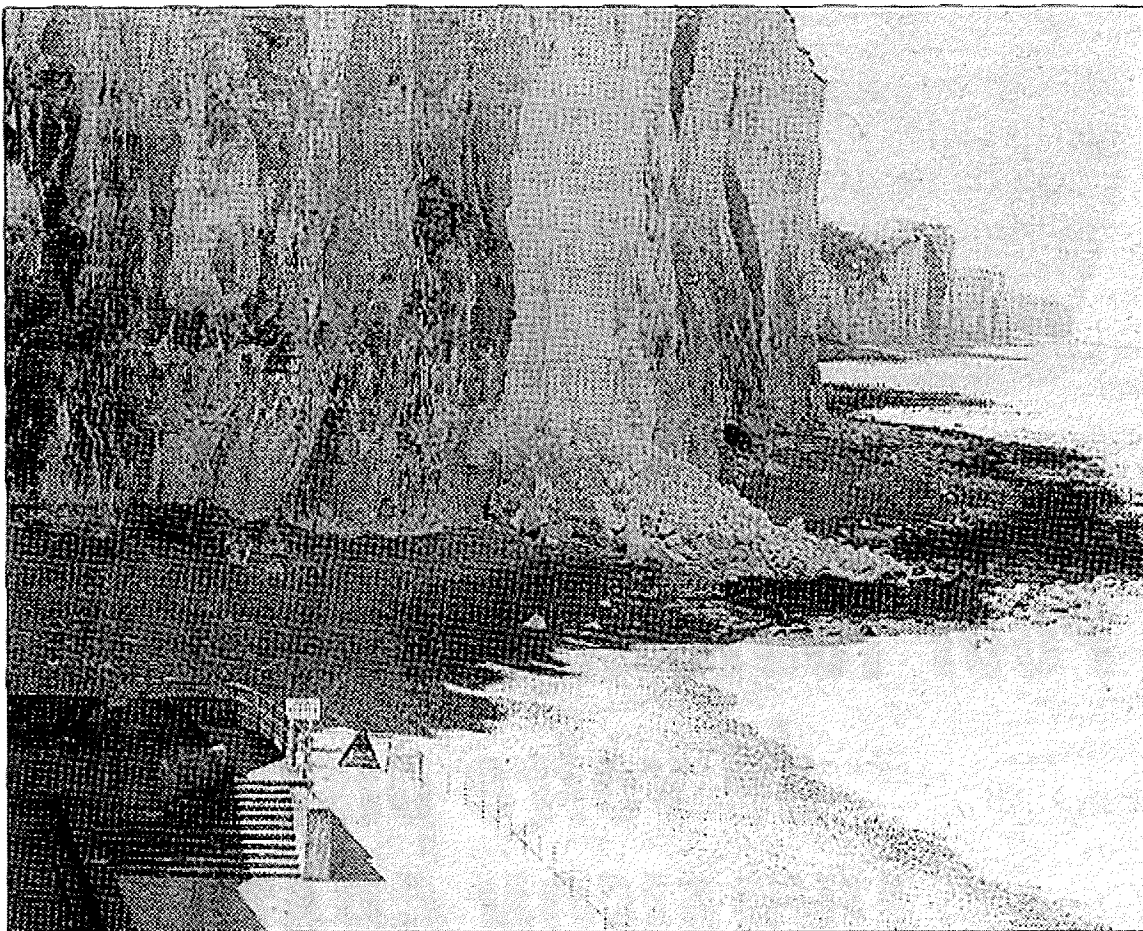
sine des "Hublots" : "j'ai vu la toiture se soulever de quelques centimètres, moi-même de l'interieur de mon appartement je relançais péniblement ma véranda qui s'incrustait dans la pièce, puis de plus en plus vite le toit semblait monter jusqu'à ce qu'il s'arrache et tombe à la renverse tel un fût de paille... J'avais peur, c'était effrayable à voir", la le toit s'est plié en deux (photo de "une"), s'écroulant jusqu'au sol sur la maison d'à côté. André Marthy explique qu'il vit depuis 15 ans dans cette maison du Bois de Cise et qu'il n'y a jamais connu de telles violences du vent. Dans sa maison sans toit il n'a toujours pas d'électricité, les réserves de tout un congélateur sont à jeter et il tente quelque séchage intérieur à l'aide d'un groupe électrogène car tout est inondé. "en fait que le toit se soit arraché est dramatique, mais les dégâts étaient circonscrits à ce problème, seulement ensuite il a plu. Et il a plu presque 12 heures d'affilée : la bûche posée pour remplacer la toiture, difficilement et mal ajustée durant la tempête n'a pas résisté à la pluie, l'eau s'est infiltrée et a noyé la maison, nous avons épongeé toute une nuit, tout est détruit, plafonds qui cloquent sous l'eau, tapisseries imbibées, planchers qui venaient d'être posés y compris les gaines électriques... jusqu'aux penderies dans lesquelles les habits ont été saccagés". Tout est à relaire dans cette maison et mardi un entrepreneur commençait à découper le toit effondré pour le dégager de la maison voisine : celle-ci n'aurait a priori qu'un "simple" dégât de tuiles fracassées.



L'Eclaireur - 15 Juin 2004

AULT

La falaise s'effrite

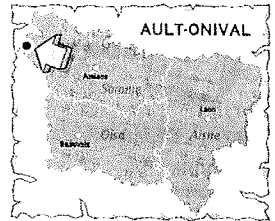


Un assez gros morceau de falaise s'est affaissé au Sud de la place d'Ault, offrant un joli spectacle. A noter que le dernier éboule-

ment avait eu lieu l'année dernière au Bois de Cise et qu'il était beaucoup plus important.

Ault-Onival : le port disparu

C'est attesté par des textes anciens : un port existait bien. Il se situait en face de la partie sud de la plage d'Onival. Il fut balayé en une seule tempête, en 1579.



Dans l'espace compris entre Ault et Woignarue, on distingue, quand la mer se retire, des traces de madriers en bois. Cela fait penser à une estacade en ruines.

Jean Monborgne est principal de collège honoraire. Retiré à Ault, il se livre à des recherches historiques sur sa ville et sur la côte picarde, principalement dans la partie comprise entre Saint-Valéry et Mers-les-Bains. C'est un érudit épaulé par sa mémoire et ses archives pour nous expliquer quelques mystères maritimes qui nous intéressent. Ainsi, cette histoire de cité engloutie dont

nous avons entendu parler sans jamais avoir eu le début du commencement d'une preuve. Ault aurait-elle, à une époque, connu un destin semblable à la ville d'Ys ? « C'est à la fois vrai et faux », répond-t-il. « Tout cela dépend de ce que vous voulez parler. La ville ou le port ? ». Les deux, mon capitaine ! À voir le regard malicieux de cet octogénaire très vif, on sent que la réponse sera sans appel ! « Il faut d'abord savoir que le port d'Ault existait - c'est

attesté par des textes - dès le IX^e siècle. L'abbaye de Saint-Valéry possédait à cette époque le bourg tout entier, son port, son église, ses chaumières et ses habitants. Concernant le port disparu, c'est vrai que certaines croyances locales présentent des ressemblances avec la ville d'Ys. Étant enfant, ma grand-mère me répétait sans cesse : "Surtout, ne va pas sur la grève d'Onival, du côté du Bois pourri... Tu n'en reviendras pas !" J'y suis allé bien sûr, et souvent j'ai tendu des lignes de ce côté, sans jamais rien remarquer d'anormal. Mais des pêcheurs de crevettes, s'étant aventurés plus avant dans la mer, m'ont affirmé s'être sentis attirés vers là-bas. « Cette zone » interdite » par les vieilles croyances aultaises s'appelle le « Bois pourri ». Pour le découvrir - ou du moins l'imaginer - il faut monter sur les hauteurs d'Ault bercées par les cris des goélands. La vue sur la côte jusque Berck est impressionnante. En contrebas de la falaise, la Manche se déplace en larges mouvements de vagues.

Un cimetière sous la mer

Dans l'espace compris entre Ault et Woignarue, on distingue, quand la mer se retire, des traces de madriers en bois. Cela fait penser à une estacade en ruines. « Le Bois pourri » ou des restes d'épis en bois pour protéger Ault des assauts de la mer ? Un port existait bien. Il se confondait, jusqu'au treizième siècle, avec l'embauchure du hâble d'Ault. Le hâble, jusqu'en 1752, avait un accès à la mer avant d'être fermé par le génie maritime. Le port aujourd'hui disparu était très actif.

Il comptait jusqu'à 80 barques de pêche. Au Moyen Âge, il avait - disent les chroniqueurs évoqués par Jean Monborgne dans son « Histoire du bourg d'Ault » - une importance quasi égale à celui de Boulogne. En 1340, écrit M. Monborgne, « le bourg possédait un port florissant. Les habitants étaient assez nombreux pour rendre nécessaire la construction d'une nouvelle église dédiée à Saint-Pierre, l'ancienne église paroissiale Notre-Dame, située en bas des falaises au milieu de la basse-ville, ne pouvant plus suffire à l'accroissement de cette agglomération de marins, particulièrement religieux et croyants ». L'ancien port d'Ault se situait en face de la partie sud de la plage actuelle d'Onival, très précisément entre la rue dite de la Descendance à la mer et la rue Terminus. Résistant pendant 150 ans aux assauts de la mer, ce port fut balayé en une seule tempête en 1579. Elle attaqua et détruisit l'église Notre-Dame et envahit, grâce à la mort de la basse-ville du Perroir, après avoir reconverti toutes les digues et les jetées du port, lequel fut entièrement comblé par les sables et les galets. « A cette époque, raconte-t-il, quelques légendes comme celle rapportée par Francis Gallery qui veut qu'il existait aussi un cimetière près de l'église Saint-Pierre, lequel s'est affaissé à la mer dans l'éboulement des falaises, et que les tombes auraient été dispersées par les flots », nous confie l'historien. Quand Victor Hugo traversa en septembre 1837 le bourg d'Ault, on lui raconta ces faits du passé qu'il retranscrivit dans une lettre adressée à sa femme : « La mer ronge perpétuellement le bourg d'Ault. » Enu-

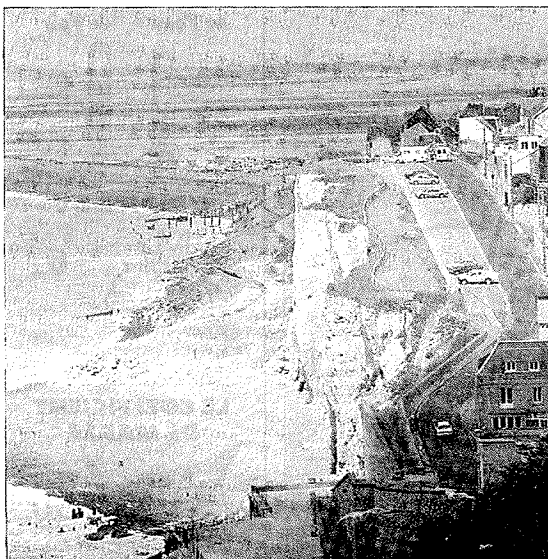
par ce qu'il a vu sur place et par le drame de 1579, Victor Hugo, dans un discours à la chambre des Pairs, le 26 juin 1846, demanda, le premier, la mise en œuvre d'une protection du littoral. Une protection qui, depuis, n'a jamais cessé.

Série écrite par Jacques BÉAL
Photos : Gérard CRIGNIER

A LIRE DEMAIN
Les naufrageurs de la côte

REPÈRES

On ne saurait trop recommander la lecture de l'ouvrage de Jean Monborgne, « Histoire du bourg d'Ault » réédité par la ville d'Ault. Sa lecture nous fait découvrir des faits passionnants à propos de la ville et de la vie de sa population à travers les siècles. Dans cette bibliographie succincte, on conseillera également « L'histoire de la ville du Crotoy et de son château » de Florentin Lefils (La Vague Verte). Cela permet de mieux connaître le passé non seulement du Crotoy, mais plus généralement de la baie de Somme et de ses activités maritimes. Enfin, sur un plan plus littéraire, « Les rives incertaines » de Robert Mallet (Gallimard) font partager de manière sensible et romanesque une passion sur fond de baie de Somme et de la chapelle des Marins de Saint-Valéry.



Un port existait. Il se confondait avec l'embauchure du hâble.

■ **AULT** ACQUISITION DU DOMAINE DU MOULINET

La ville prend de la hauteur

SMACP



Le domaine comprend un château, une ferme de caractère avec pigeonnier-porche, un gymnase, plusieurs bâtiments et un stade dans un parc de sept hectares.

➤ L'acquisition de l'ancienne colonie de vacances de La Poste sur la colline d'Ault (Somme) par le Syndicat mixte d'aménagement de la côte picarde, le Smacopi ouvre des perspectives de développement à la station d'Ault-Onival en déshérence, au sud de la baie. Grignotée par la mer, sa falaise s'effondre, obligeant à abandonner la basse ville et interdisant une partie de la plage. «Acheter le Moulinet est l'occasion de repenser toute la commune», explique le directeur du Smacopi, Jean-Christian Cornette. Ce domaine comprend un château, une

ferme de caractère avec pigeonnier-porche, un gymnase, plusieurs bâtiments et un stade dans un parc de 7 ha.

Protection contre la mer

Une étude diagnostic sur plusieurs scénarios d'aménagement est en cours, suivant l'évolution de la côte picarde depuis trente ans: installation d'équipements touristiques et d'une résidence pour courts séjours, ouverture d'une zone d'activités services et artisanat, d'un parking paysager et de liaisons piétonnes vers le reste de la commune.

Le Smacopi en profite pour proposer d'agir par petites touches pour révéler les atouts de la commune: l'opération façades va de pair avec l'inventaire des architectures balnéaires, histoire de mettre en valeur d'intéressantes maisons 1900 en bordure de mer.

Plus lourde du point de vue financier est la réflexion entamée sur la protection contre la mer. L'étude menée par Sogreah conclut à l'obligation de construire trois épis de 70 à 75 m et d'apporter 20 000 à 30 000 m³ de galets pour les recharger tous les ans... E.G. ■

Trait de côte et aménagement du centre ville

En aparté de la première session du nouveau Conseil Régional de Picardie de ce 16 avril, le président Claude Gewerc précisait à l'Informateur : *"Les Aultois doivent être certains que j'ai été convaincu lors de mes deux visites à Ault par l'urgence à porter au problème de défense contre la mer : j'ai pris alors des engagements, aujourd'hui je les tiens. Avec les élus locaux, je souhaite aborder ce dossier sur deux plans : problématique du trait de côte et protection de la rue de Saint-Valery (côté Ault). Problèmes certes liés, mais l'urgence faite par la situation de la rue de Saint-Valery conduit à une logique d'approche séparée au moins dans un premier temps. Concernant la défense contre la mer, j'ai programmé une réunion avant l'été, avec les présidents des Conseils régionaux de la Basse et Haute Normandie ainsi que de la région Nord afin que nous établissions un plan d'action allant de Dunkerque au-delà du Havre, car les solutions sont globales au même titre que les problèmes ; agir ici détruit là, ce qu'il faut éviter si l'on veut déboucher sur des solutions de long terme, au final moins coûteuses et plus efficaces. La Grande-Bretagne devrait participer à ces débats, car les sommes à engager étant très importantes, il faut impliquer l'Europe sur un tel dossier. Concernant la rue de Saint-Valery, j'ai demandé aux services compétents de la région de considérer dans l'urgence l'étude technique à mettre en place ou à reprendre s'il en existe déjà une, ainsi que le budget correspondant, afin de voir avec les élus locaux et autres partenaires départementaux ce que nous pouvons faire immédiatement pour protéger cet axe vital pour la commune d'Ault, je suis effectivement convaincu que cette rue doit demeurer ouverte à la circulation".*

Réhabilitation du Centre Ville et autres projets

Le maire d'Ault Jean-Yves Cauchois ne pouvait que se montrer satisfait de cette prise de position : *"encore faut-il voir ce qu'il va en sortir... et quand. Concernant ces études, elles existent même si ici ou là il faudra compléter ou confirmer les analyses, donc cela peut aller très vite... mais pour l'instant nous n'avons été sensibilisés sur rien par la région. Je prends donc acte avec satisfaction de ces propos et vais solliciter des précisions, d'autant qu'il existe d'autres instances concernées comme l'Observatoire du Littoral Côte d'Albâtre, Côte d'Opale".* Et que la région Haute Normandie a délégué ses pouvoirs en matière de trait de côte au Conseil Général de Seine Maritime... Mais cette position attentive du Conseil régional est appréciée à sa juste valeur car elle pourrait détenir une clé de l'avenir de Ault, l'autre clé étant toujours entre les mains du Conseil Général, via le SMACOPI : les élections cantonales passées et la saison estivale approchant les dossiers restent maintenant à traiter.

Pour ce que l'on en sait, plusieurs projets sont en place et quelques perspectives se dessinent.

- Une enquête publique devrait être lancée dans les prochaines semaines sur le projet de restructuration urbaine du centre ville, accepté par le Conseil municipal du 23 septembre 2003 : Place de l'Eglise, Grande Rue, Ruelle des Fonts Bénits et rue Ernest Jamart, cette opération étant menée par tranches sur une dizaine d'années. Un concours auprès d'architectes paysagistes devrait suivre (trois sélectionnés avant désignation), les travaux s'engageant ensuite, la première tranche concernant la rue Er-



nest Jamart (prévision DDE pour les travaux de soutien : 1 milliard de francs).

- Le Moulinet qui va se doter d'un gardien habitant sur place, sera largement ouvert au public avant l'ouverture de la saison (par son accès côté stade) pour accueillir les camping-cars, ceux-ci étant dès cette année, strictement interdits de stationnement à la base nautique. Pas d'autres perspectives immédiates émanant du SMACOPI quant à l'aménagement futur du Moulinet, même si le lotissement d'habitations individuelles et la maison de retraite semblent retenir toutes les attentions.

- Une opération OGAF (Opération Groupée d'Amélioration des Façades), devrait démarrer dès 2005 sur la rue de Saint-Valery, l'étude pré-opérationnelle étant portée sur le budget 2004 de la commune.

- La commune de Wolnarue semblerait prête à déplacer son camping et accepterait de créer une base nautique commune avec Ault : l'intérêt de principe est acquis, charge au SMACOPI d'en démontrer l'efficacité.

- Le projet de Port en eau profonde revient au devant de la scène : la nouvelle étude demandée par la DIREN (portant sur l'opportunité du projet et sa faisabilité), devrait être produite courant mai/juin...

- Enfin la ville se soucie de créer de nouvelles ressources : un discours souvent d'évidence mais qui se fonde sur pas mal de pistes évoquées ici et là : gestion de la base nautique assurée directement par la commune (elle est actuellement gérée par l'ANA) dont les projections établissent que cette réorganisation permettrait non seulement de supprimer le déficit annuel actuel de 18000 euros

mais que l'augmentation des emplacements étudiée apporterait un gain substantiel. Le stationnement sur les plages d'Onival pourrait devenir payant, de même que les empiétements des commerçants sur le domaine public : *"il n'y a qu'à Ault où les commerçants ne payent aucun droit d'utilisation des trottoirs pour leurs activités en terrasse : ce n'est pas admissible. La commune doit trouver des fonds autres que ceux des impôts"* dit-on ici (A Saint-Valery, le m² de terrasse est à 80 euros. NDLR). Enfin côté commerce et toujours sur Onival, on note un déficit de restauration "qui retienne" le touriste et l'on s'interroge sur l'opportunité de l'implantation d'une structure attractive.

MERS-LES-BAINS • DÉFENSE CÔTIÈRE

Les falaises de craie menacées

Les falaises de Mers sont aussi belles le jour qu'illuminées le soir. Pour autant elles sont gravement menacées, avec un recul important face à la mer et l'érosion : des travaux doivent y remédier...

Le maire adjoint mers et président du syndicat de défense contre la mer Christian Thomine a apporté, lors de l'assemblée générale des propriétaires, plusieurs informations concernant le troisième et dernier volet du chantier de défense contre la mer actuellement en pause pour la saison : la protection du pied de falaise.

global afin de ne pas retarder ce dernier pour lequel tout le monde était d'accord.

Maintenant et après l'enquête publique qui n'a pas mobilisé les Mersois, ce dernier pan actuellement à l'étude devrait entrer dans sa phase opérationnelle dès la fin 2004.

Tout d'abord, début septembre et après la réfection de l'épi 1 (face à la fée des mers entre Mers et Le Tréport), le talus amortisseur sera définitivement raccordé contre cet épi.

Chaque épi recevra ensuite une « tête d'épi » sous la forme d'un parvis décoré en plaquage bois, avec escalier de côté pour l'accès aux galets. Une esplanade en bois sera aussi créée.



Les falaises de Mers sont menacées. Au fond, ce qu'il reste de l'épi.

Cette protection étant sujet de discussions entre le syndicat, la Drien de la Somme (environnement) et d'autres paritaires avec entre autres une réévaluation du dispositif initialement prévu et donc de son coût (2,5 millions d'euros contre 1,25), elle n'avait pas été incluse dans le dispositif

Actuallement, 900 m de parapets en sections de 2,50 m de béton reîné sont coulés en usine pour des raisons techniques et pratiques, et les modules de béton en forme de « I » qui vont constituer la suite de l'épi 7a commencé et

la totalité de l'épi 7 B qui reste à réaliser dès le 13 septembre (entre le poste de secours et la falaise de Mers) sont en fin de production sur le site de la société Semen Ip, non loin de la gare SNCM.

Pour le pied de falaise, l'épi 11 sera restauré, l'épi 10 supprimé, deux épis 10a et 10b (98 et 100 m) seront créés, formant des casiers qui emprisonneront les galets et ainsi protégeront les immenses murs de craie. Un léger entrochement sur 60 mètres est aussi prévu le long du pied. Les épirotapes de 1963 seront défilées et probablement réutilisées dissimulées en pied de falaise.

« Du fait des possibles éboulements de craie, ce sont des engins blindés qui devront intervenir pour ces travaux. » précise Christian Thomine, qui ajoute : « Les falaises sont fragiles. Il y a des zones à porter des centaines de tonnes de craie, seront à faire tomber avant le début des travaux. Un bloc de 500 tonnes qui va décrocher a déjà été recensé, d'autre part la pointe de la falaise est fendue. Il est temps de faire les travaux et d'éviter la perte annuelle de plusieurs dizaines de centimètres de craie. »

C'est donc un chantier impressionnant avec de fortes exigences en terme de sécurité qui devront démarrer prochainement.

MERS-LES-BAINS

La défense contre la mer sur la bonne voie

Le dispositif de défense contre la mer mis en place par le syndicat mixte Mers-Le Tréport progresse : les parapets se posent et les paravis fleurissent. Le point sur le plus vaste chantier qu'aura connu Mers depuis des décennies.

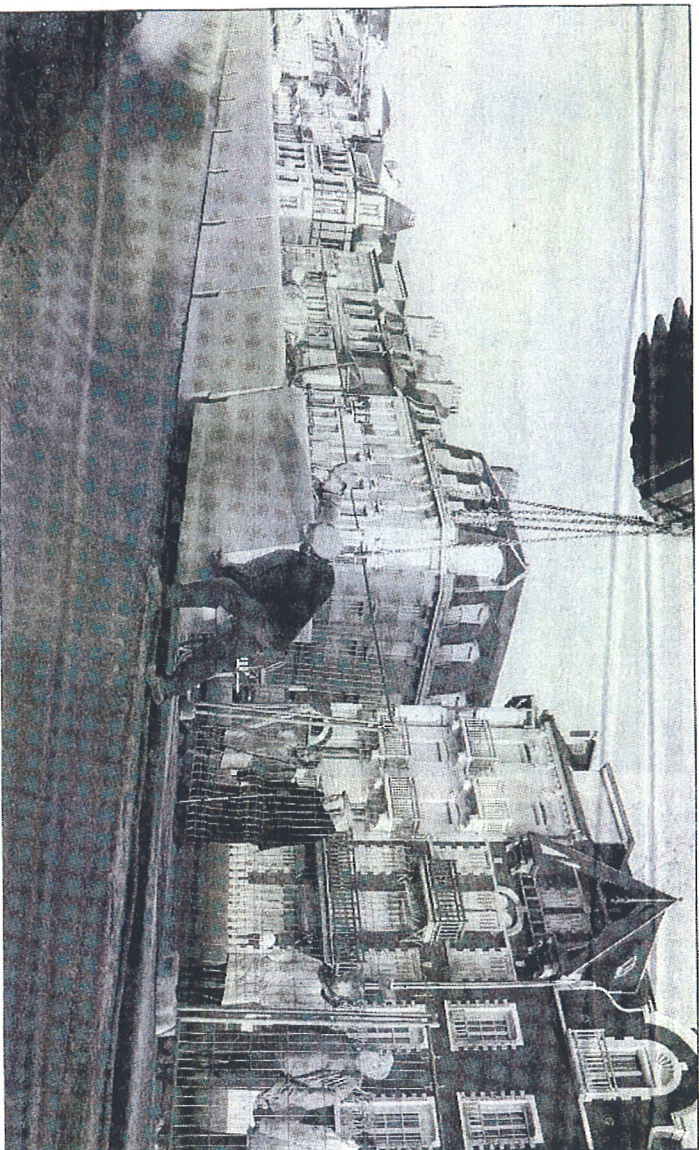
Les travaux contre la mer progressent à pas de géant, et les nombreux Mersois et Tréportais qui assistent chaque jour aux ballets incessants des pelleuses, toupies à béton et marteaux vibreurs reconnaissent que le chantier tourne à plein régime.

De l'avis de tous, les travaux menés par le Syndicat mixte de défense contre la mer réunissant Mers-les-Bains et Le Tréport sont impressionnants. Après le déroulement de la première phase, avec la pose de l'immense talus amortisseur côté normand, la seconde phase est en cours avec l'aménagement de la plage picarde. Le coût total du projet est de l'ordre de 13 millions d'euros.

Rechargement de 40 000 m³ de galets prévu dès avril

Avec la pose des nouveaux parapets et l'érection des paravis du mur chasse-mer, c'est le futur visage de l'esplanade qui se dessine. La fin des travaux est prévue en mai 2005.

« Les travaux engagés découlent bien des études du laboratoire hydraulique de Châtou, et les ouvrages correspondent à l'enquête publique de mars 2002 : en aucun cas le syndicat mixte n'a dérogé à cette règle, il faut



D'ici quelques mois, les Mersois découvriront une nouvelle esplanade qui les mettra à l'abri de la mer.

le souligner », indique le président du syndicat, Christian Thomire.

En réponse à des rumeurs qui suggèrent que les parapets seraient trop hauts pour que l'on puisse s'y asseoir, celui-ci ajoute : « Pour moi, entre l'avant et l'après, il n'y a pas photo. Les parapets s'inspirent d'une norme précise, on peut s'y appuyer mais le but n'est pas de s'y asseoir. »

Les paravis d'épis, les parapets, les descentes inclinées à 12 % et les épis seront bien livrés fin mai : « Cette date est liée à celle de l'arrivée du rechargement de 40 000 m³ de galets, prévu dès avril et sans doute par voie maritime afin d'épargner les routes. Nous en sommes aux appels d'offres », précise Christian Thomire.

Fin juin, c'est le talus amortisseur qui sera fermé, après la refraction de l'épi 1 sur lequel il s'appuiera. À terme, un tassement du talus est prévu sur 40 cm. Pour ce qui est du pied de falaise, le syndicat mixte finalise le montage financier de l'opération, prévue au mieux au 1^{er} trimestre 2006, au pire septembre 2006.

Détruit ou pas ?

Telle est la question pour le poste de secours, propriété communale : les nouveaux épis entraînent, paraît-il, une répartition autre des zones de surveillance pour les maîtres nageurs sauveteurs ; d'autre part, en bon cube de béton des années 70 qu'il est, le poste n'est pas esthétique. Pour autant il pourrait être habillé à moindre coût, ce qui permettrait aux touristes et Mersois de continuer à profiter de sa superbe terrasse d'observation sur la mer ou les villas, quitte à remplacer les garde-corps en ferraille par du bois.

Deux solutions donc pour la ville : l'habiller « façon parapet », afin de l'harmoniser, ou le remplacer par un préfabriqué installé seulement pour la saison estivale. Le détruire coûterait 8 700 €, plus 45 000 € supplémentaires de parapets à rétaquer, sans oublier les coûts et le raccourcissement du préfabriqué. La décision sera prise à la fin de l'année.

Une enquête publique sera réalisée début 2005.

En dehors de ce dernier dossier, sur lequel nous reviendrons, la défense contre la mer est en passe de s'achever au mieux : un vrai soulagement en perspective pour les Mersois.

De notre correspondant
RICARDO BOMMARE

MERS-LES-BAINS

Le pied de falaise attend d'être financé

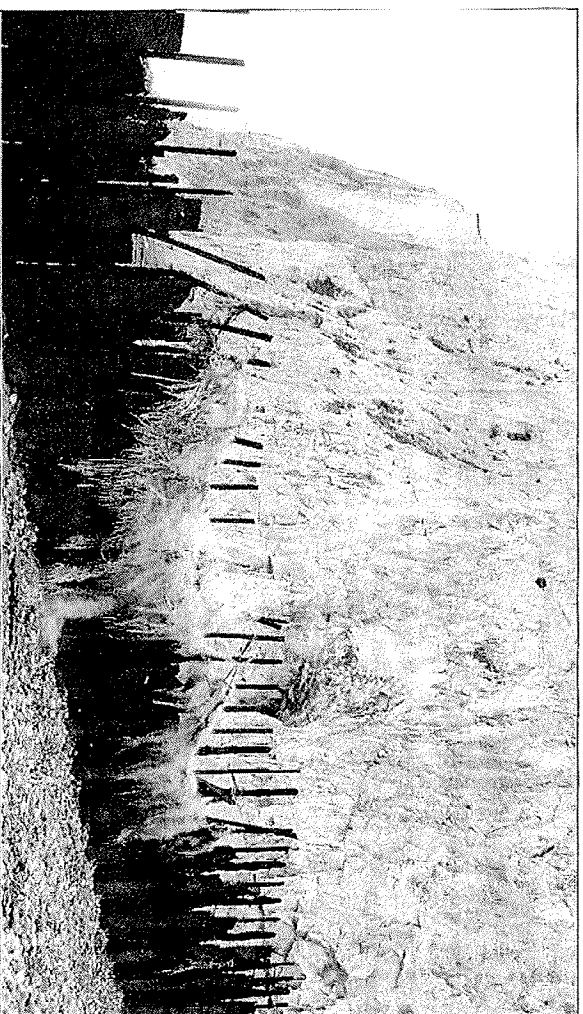
Le syndicat mixte Mers-Le Tréport pour la défense contre la mer cherche à clore le montage financier des travaux de protection du pied de falaise, prévus en 2006 et estimés à 2,57 M€.

Les importants travaux de défense contre la mer progressent. Le talus amortisseur de roches installé face à la gare SNCF du Tréport, et qui ne sera définitivement fermé qu'en juin, a montré son efficacité lors de la dernière tempête du 17 décembre, en cassant les vagues les plus importantes (la prévision est qu'environ 80 % des franchissements d'eau seront arrêtés).

Pour ce qui est de la pose des parapets du mur chasse-mer sur toute la longueur de l'esplanade et de la construction des parvis d'épis, les opérations sont bien avancées.

Prolonger de façon cohérente l'aménagement de l'esplanade

Pour autant il demeure un volet important du dispositif initial qui n'est pas encore définitivement verrouillé : les travaux du pied de falaise. Pour ces derniers, le syndicat n'est pas encore parvenu à clore le montage financier de l'opération. Prévus au mieux au premier trimestre 2006, au pire en septembre 2006, les travaux généreront une enquête publique qui sera réalisée au premier semestre de cette année. Le premier projet, estimé à 1,25 M€, a été rejeté par la commission des sites de la Somme (Direc-



Très détériorés, les épis ne protègent plus le pied de falaise et les galets fuient.

tion régionale de l'environnement) qui souhaitait d'autres aménagements ; toutefois, et après de multiples réflexions, un second projet a pu être défini.

Aux dernières nouvelles l'aménagement du pied de falaise comprendrait donc la construction d'un terre-plein linéaire en entrochements de 60 mètres à partir de l'épi majeur n°8 (celui du restaurant « Les Moutettes »), l'enlèvement du cordon de tétrapodes des années 60, la reconstruction de l'épi 10 B très détérioré et la création d'un épi 10 A d'une longueur de 60 mètres, la restauration

de l'épi 11 (le dernier vers le Bois-de-Cise, très détérioré également), et enfin le rechargement des casiers ainsi obtenus avec 26 000 m³ de galets.

Les travaux seront précédés d'une mise en sécurité préalable du chantier, par la pose de filets de protection sur la paroi de la falaise et des opérations de purges ponctuelles des crâtes instables, afin de permettre aux ouvriers de travailler dans les meilleures conditions.

« Ces travaux visent à prolonger de façon cohérente l'aménagement de l'ensemble de l'esplanade vers la falai-

se et à réduire l'impact de cet aménagement vis-à-vis de l'érosion, déjà très marquée, de son pied », indique le président du syndicat, Christian Thomire, qui ajoute : « L'État s'est engagé à hauteur de 40 % sur l'écart entre ces deux montants, il reste à trouver la différence. En septembre 2005, nous solliciterons de nouveau et le plus possible les crédits européens (Feder), avec l'aide de toutes les instances. Nous ne pourrions dépasser les 20 % du total du projet : nous demandons déjà beaucoup aux habitants. »

De notre correspondant
RICARDO BOIMARE